

Research Paper

Morale et politique après l'Ukraine

Par Dominique Bocquet

RP - 04/22

La guerre d'Ukraine a suscité une vive réprobation au nom des principes de souveraineté et d'intégrité territoriale. Les populations ont pesé dans le rapport de force. Néanmoins, pour que les principes invoqués contre la Russie puissent nourrir un consensus universel, l'Occident devra lui-même agir en conformité avec eux. Une solidarité planétaire suppose de traiter tous les peuples de la même manière.



THINK • STIMULATE • BRIDGE

About Policy Center for the New South

The Policy Center for the New South (PCNS) is a Moroccan think tank aiming to contribute to the improvement of economic and social public policies that challenge Morocco and the rest of the Africa as integral parts of the global South.

The PCNS pleads for an open, accountable and enterprising «new South» that defines its own narratives and mental maps around the Mediterranean and South Atlantic basins, as part of a forward-looking relationship with the rest of the world. Through its analytical endeavours, the think tank aims to support the development of public policies in Africa and to give the floor to experts from the South. This stance is focused on dialogue and partnership, and aims to cultivate African expertise and excellence needed for the accurate analysis of African and global challenges and the suggestion of appropriate solutions.

As such, the PCNS brings together researchers, publishes their work and capitalizes on a network of renowned partners, representative of different regions of the world. The PCNS hosts a series of gatherings of different formats and scales throughout the year, the most important being the annual international conferences «The Atlantic Dialogues» and «African Peace and Security Annual Conference» (APSACO).

Finally, the think tank is developing a community of young leaders through the Atlantic Dialogues Emerging Leaders program (ADEL) a space for cooperation and networking between a new generation of decision-makers and entrepreneurs from the government, business and social sectors. Through this initiative, which already counts more than 300 members, the Policy Center for the New South contributes to intergenerational dialogue and the emergence of tomorrow's leaders.

Policy Center for the New South

Building C, Suncity Complex, Al Bortokal Street, Hay Riad 10100 - Rabat

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 5 37 54 04 04 / Fax : +212 5 37 71 31 54

Website : www.policycenter.ma

©2022 Policy Center for the New South. All rights reserved

The views expressed in this publication are those of the authors and do not reflect those of their institutions.

RESEARCH PAPER

Morale et politique après l'Ukraine

Par Dominique Bocquet



THINK • STIMULATE • BRIDGE

INTRODUCTION

Nul ne peut en douter : il y a aura « un avant » et « un après » la guerre d'Ukraine. Qu'une puissance nucléaire disposant de l'un des plus grands arsenaux nucléaires tente d'envahir un pays contigu n'est anodin pour aucune région du monde.

D'emblée, l'indignation a été forte, accentuée ensuite par le coût humain du conflit : bombardements d'objectifs civils, témoignages de massacres, déplacement de 10 millions de personnes dès le premier mois du conflit.

Au-delà de l'émotion, une question se pose : la place des considérations éthiques et morales dans les relations internationales sortira-t-elle affaiblie ou renforcée de ces événements ?

Pour y répondre, le choix du mode de raisonnement est fondamental.

Au départ, deux thèses s'affrontent.

La première, pessimiste, voit dans l'utilisation brutale de la force une défaite lourde pour la morale. Ni le droit, ni les principes, ni les institutions internationales n'ont protégé l'Ukraine contre l'agression. La morale s'est révélée impuissante à empêcher le pire. La confiance en son influence ne peut qu'être atteinte. Le cynisme des uns aboutirait à la résignation des autres.

La thèse opposée propose une lecture moins sombre, débouchant sur un résultat très différent. Elle met l'accent sur l'opprobre dont l'offensive russe fait l'objet de la part de l'opinion publique et des gouvernements. Cet opprobre n'efface pas les morts et il n'arrête pas immédiatement la guerre mais il sanctionne l'immoralité de l'agression. Par ses conséquences progressives (perte de crédit, isolement, sanctions, etc...), il permet de punir et affaiblir le régime russe, dissuadant d'autres pays de l'imiter. Grâce à la capacité de jugement et de mémoire de l'opinion, le poids des considérations morales se sera finalement fait sentir.

Laquelle de ces deux lectures prévaudra ? La réponse viendra avec le temps mais l'on peut dès à présent cerner le sujet.

Pour cela, il faut écarter d'emblée une lecture naïve de la politique internationale, qui n'a jamais correspondu à la réalité. Exiger a priori que les actions politiques n'obéissent qu'à des principes moraux, c'est ignorer l'histoire. Jusqu'à la veille de l'offensive russe, certains se refusaient par exemple, au nom de la « morale », à livrer des armes létales aux Ukrainiens. S'ils avaient été suivis par tous les amis de l'Ukraine, celle-ci aurait été balayée.

L'exigence morale doit tenir compte des rapports de force. L'inverse revient à bâtir la morale sur du sable, à défendre une morale creuse. Voici ce qu'écrit Monique Canto-Sperber dans son ouvrage *La morale du monde* (ouvrage cité en bibliographie): « Aucun plaidoyer en faveur des ressources morales requises pour agir sur notre monde ne peut emporter la conviction s'il ne décrit pas d'abord le monde auquel celles-ci doivent s'appliquer. Les jugements moraux qui ne sont pas enracinés dans les faits sont souvent arbitraires et injustifiés ».

Les considérations morales peuvent devenir des forces mais sous des conditions précises. C'est la voie que nous suggèrent les philosophes.

Déjà, au XVII^{ème} siècle, le philosophe Blaise Pascal écrivait : « La force mène le monde et non le droit. Ne pouvant faire en sorte que ce qui est fort soit juste, faisons en sorte que ce qui est juste soit fort ».

Ce faisant, il définissait une voie pour faire sa place à la morale. A cet égard, la guerre d'Ukraine est fort instructive¹.

I. LES LIMITES D'UNE LECTURE EXCLUSIVEMENT MORALE DU CONFLIT

1. La tentation occidentale d'une critique purement morale de l'offensive russe

Les relations internationales mettent en jeu la sécurité et la place des nations. Ces dernières n'ont d'autre choix, si elles veulent survivre et s'affirmer, que d'établir des rapports de force. Néanmoins, les rapports de force peuvent se trouver influencés par certaines institutions et certains principes. Il faut pour cela que le consensus en leur faveur soit suffisamment fort.

Tel est l'espoir caressé par l'école dite « libérale » des relations internationales : amener les Etats à adhérer à des règles et à s'engager en faveur des droits humains. Cette école de pensée entend créer un cercle vertueux faisant reculer le recours à la violence et à la force.

Les institutions multilatérales bâties après la Seconde Guerre mondiale s'inscrivent dans cette ambition mais de façon encore fragile et précaire :

- les institutions sont paralysées si leurs mécanismes de décision sont bloqués. C'est le cas ici : la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, dispose à ce titre d'un droit de veto. D'où l'inaction démoralisante du Conseil de sécurité ;
- la question des principes est plus complexe : même bafoués, ils peuvent conserver un effet si ceux qui les transgressent subissent l'opprobre de l'opinion publique.

Invoquant les principes, certains Occidentaux sont tentés de promouvoir une lecture purement morale de la guerre. Elle opposerait, d'un côté, le recours russe à la force et, de l'autre, le primat du droit que l'Ouest prétend incarner.

Les choses sont moins simples ; paradoxalement, une telle lecture minimise la rupture introduite par l'offensive russe dans les relations internationales.

2. Poutine « réaliste » ? Une imposture

Contrairement à une perception superficielle, l'offensive décidée par Vladimir Poutine ne saurait se réclamer de « l'école réaliste » des relations internationales, celle de la *realpolitik* incarnée par des hommes d'Etat tels que Metternich et Bismarck au XIX^{ème} siècle, Henri Kissinger ou Hubert Védrine plus récemment.

Certes, les tenants de l'école réaliste préconisent de jouer des rapports de force, les estimant déterminants à l'international. Mais ils veillent à ne pas s'aliéner inutilement les pays tiers et, attentifs à leurs conséquences, ils cherchent souvent à éviter les guerres.

1. Oussama Tayebi m'a accompagné dans ma réflexion, en particulier à travers des recherches bibliographiques approfondies. Oussama Tayebi, Mehdi Benomar et Jamal Machrouh ont bien voulu relire ce Research Paper et me faire part de leurs observations, souvent précieuses. Qu'ils en soient tous remerciés.

La notion d'ordre international est essentielle à leurs yeux. Pour cela, ils prônent la maîtrise politique, l'étude soigneuse de l'adversaire et la retenue dans l'usage de la force. Poutine en est loin. Le critiquer sous le seul angle moral revient à lui décerner un brevet de réalisme immérité.

Dans *Paix et guerre entre les nations*, Raymond Aron rappelle que la guerre est parfois un moyen ultime, jamais une fin en soi. Les objectifs politiques doivent primer : « la puissance consiste à contraindre l'autre, non à l'anéantir ». Sous Poutine, la Russie a basculé dans une sorte de croyance aveugle en la guerre.

3. Le questionnement de l'ordre international et son écho

La transgression russe va au-delà d'un simple franchissement de la ligne jaune séparant le bien du mal : plus que d'immoralité, c'est d'anomie qu'il faudrait parler. En bafouant les droits que le système international reconnaît à l'Ukraine, l'offensive exprime aussi une volonté de rupture avec les règles du jeu.

Ailleurs dans le monde, un double niveau de lecture s'observe : la brutalité de l'offensive russe indigne et inquiète mais la remise en cause de l'ordre international n'est pas sans rencontrer un écho, notamment en Afrique et en Asie.

Cet écho oblige l'Occident à s'interroger sur lui-même. Le « scandale moral » invoqué n'est pas une évidence universelle. Le conflit n'est pas ressenti partout de la même manière.

4. Le partage des votes à l'Assemblée générale des Nations unies

Le Conseil de sécurité de l'ONU étant paralysé, l'Assemblée générale de l'organisation a été saisie d'un projet de résolution condamnant l'offensive russe. Ce vote ne pouvait pas produire d'effet juridique (monopole du Conseil de sécurité). Chaque pays a pu exprimer librement sa sensibilité.

141 pays membres sur 193 ont approuvé la résolution. C'est une large majorité en termes de nombre d'Etats. 5 pays seulement ont voté contre. Outre son étroitesse, la composition du groupe est éloquente : Biélorussie, Corée du Nord, Erythrée, Syrie (en plus, bien sûr, de la Russie).

Néanmoins, 35 pays se sont abstenus ou ont refusé de prendre part au vote. Une partie d'entre eux étant fort peuplés, les pays n'ayant pas voté pour la résolution représentent un peu plus de la moitié de la population de l'Afrique, une large majorité de celle de l'Asie et la majorité de celle du globe. Certains y voient un réveil des « non-alignés », un mouvement né à Bandoeng en 1955 et incarnant, durant la guerre froide, un tiers-monde refusant de choisir entre les deux blocs.

Certains de ces pays ont des raisons politiques précises de ménager la Russie mais d'autres sont animés par le doute sur la sincérité de l'Occident, sa capacité à agir en conformité avec les principes qu'il affiche ou, encore, à conférer la même valeur à la paix et à la vie humaine partout dans le monde. L'Europe est perçue comme ayant une sensibilité sélective, aiguë s'agissant des souffrances d'Européens, moins aiguë si les victimes sont ailleurs ou viennent d'ailleurs...

Ainsi, la lecture moralisatrice de la guerre ne peut pas servir de clé d'interprétation unique.

II. DÉROULEMENT DU CONFLIT : DES RAPPORTS DE FORCE PLUS SUBTILS QUE PRÉVU

1. Avant le déclenchement des hostilités, un dialogue « mélien »

A partir de la fin 2021, une importante concentration de troupes russes a été observée aux frontières de l'Ukraine (jusqu'à 140 000 hommes, voire plus). Ce mouvement pouvait, soit prélude une offensive, soit viser une simple intimidation.

Parallèlement, le langage russe a été variable (article Poutine juillet 2021 sur les liens historiques Ukraine-Russie ou langage rassurant à d'autres moments, propos niant le droit de l'Ukraine à l'indépendance ou demandes limitées au Donbass).

Comme l'a relevé Jamal Machrouh dans une Opinion publiée par le PCNS en mars 2022, ce langage rappelle un épisode de La guerre du Péloponnèse de Thucydide (fin du Vème siècle avant JC) : le « dialogue mélien ». Dans cet épisode, Athènes, souhaitant s'emparer de la cité de Mélos, invoquait des « torts » de cette dernière (proche de sa rivale Sparte), tout en faisant aussitôt valoir qu'étant la plus forte, elle pouvait... imposer sa version des faits.

Cette loi du plus fort invoquant une vérité à sa main n'est donc pas nouvelle. Elle vaut rappel au réel pour ceux qui, oubliant Pascal, croyaient vivre dans un monde régi par la justice. Seule différence : entretemps, l'opinion publique, acteur non négligeable, est apparue dans le paysage.

2. Décryptage des intentions russes : la méfiance entre Occidentaux et le souvenir de l'Irak

Avant le déclenchement des hostilités, les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont acquis la certitude que la Russie allait envahir l'Ukraine. Dès la fin 2021, ils martèlent que « l'invasion va avoir lieu », à la fois pour alerter les Ukrainiens et leurs soutiens et pour priver Moscou de l'effet de surprise. A l'inverse, jusqu'à la veille des hostilités, la France et l'Allemagne croient encore possible de préserver la paix à travers des initiatives diplomatiques.

Là aussi un certain passé remonte à la surface : en 2002-2003, Washington et Londres avaient invoqué de prétendues armes de destruction massive pour justifier la guerre en Irak.

Cet épisode semble avoir joué un rôle dans l'évolution personnelle de Vladimir Poutine : il s'est alors persuadé que les plus forts pouvaient dicter l'interprétation des faits.

En 2021, Français et Allemands ont redouté une nouvelle désinformation. Ils se trompaient mais leur méfiance rappelle une loi de la vie somme toute morale : qui manipule l'information voit son crédit s'écorner²...

A côté des principes juridiques, la confiance est une valeur cultivée dans les relations internationales depuis des siècles : confiance personnelle entre souverains et dirigeants mais aussi fidélité à la parole donnée, a fortiori quand elle est écrite (traités).

Ici la morale et la force se rejoignent : inspirer la confiance rend fort, d'abord en rendant plus

2. Ceci ne signifie pas qu'un signe égal doit être tracé entre George Bush et Poutine. Vouloir chasser du pouvoir Saddam Hussein, bourreau d'une partie de son peuple et criminel de guerre avéré, fut probablement une erreur géopolitique et une faute. Mais n'est pas un acte de même nature que vouloir évincer Volodymyr Zelensky, vedette populaire et dirigeant élu, pour s'emparer de son pays.

crédible la parole de celui qui l'inspire, ensuite en accroissant ses chances de pouvoir compter sur le respect de celle de ses alliés. Naguère, Napoléon et Hitler l'avaient appris à leurs dépens : à force de retournements d'alliances et de parole reniée, ils avaient fini écrasés par une large coalition d'ennemis.

S'il entend capitaliser politiquement sur ses valeurs, l'Occident doit mériter la confiance et, pour commencer, la faire régner en son sein. Longtemps, une grande confiance a prévalu entre alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). En 1963, le général de Gaulle, bien que farouchement soucieux d'indépendance vis-à-vis de Washington, avait soutenu sans hésiter les Etats-Unis dans la crise de Cuba. Lorsque l'ambassadeur américain à Paris apporta dans son bureau de l'Elysée des documents prouvant l'installation des missiles russes sur l'île, le général de Gaulle refusa de les examiner, répondant : « la parole du président des Etats-Unis me suffit ». De tels niveaux de confiance sont plus courants qu'on ne croît dans les relations internationales.

Le déclenchement des opérations a livré d'autres leçons, tout aussi précieuses.

3. La résistance ukrainienne, un bon signe pour la « justice » ?

Malgré les moyens engagés par les attaquants, l'Ukraine n'a pas été écrasée. Elle est, d'abord, parvenue à empêcher la prise rapide de Kiev et d'un grand nombre de villes, avant d'engager une riposte plus large. Elle a infligé des pertes sévères aux forces russes (dont 20% auraient été mises hors de combat dans le premier mois de la guerre), avant même de bénéficier du plus gros des livraisons d'armes occidentales.

Cette résistance a révélé une préparation de l'armée ukrainienne meilleure qu'on ne croyait. Mais elle reflète avant toute chose le soutien populaire aux autorités. Ces dernières n'ont pas hésité à armer la population. Nombre d'Ukrainiens émigrés en âge de combattre ont regagné leur pays. Pour conquérir des villes, les armes lourdes ne suffisent pas. En cas de guérilla urbaine, le rôle de la population est déterminant. Il en va de même en cas d'occupation d'un territoire.

« Faisons en sorte que ce qui est juste soit fort », nous disait Pascal. Tel est un peu le cas ici : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes recèle en lui une force. Le sentiment populaire fonctionne comme un « égalisateur de puissance » qui permet à l'Ukraine de mettre son agresseur en difficulté. Le président Zelensky a magistralement joué cette carte, mobilisant ses concitoyens, veillant à l'organisation des fonctions vitales du pays et... remportant à l'international la « bataille de la communication ».

Ainsi, les rapports de force, y compris militaires, ne sont pas fatalement déconnectés des principes.

4. Les atteintes aux populations civiles, des taches qui ne s'effacent pas

Dès l'époque de Thucydide, il a été admis que le meurtre délibéré de civils innocents ne faisait pas partie du jeu acceptable de la guerre. Le droit humanitaire repose donc sur une base très ancienne. Il est trop tôt pour apprécier l'ampleur des atteintes qui lui ont été portées par l'armée russe mais il est clair que des crimes parfaitement évitables ont eu lieu.

49 établissements hospitaliers ont été ciblés par des bombardements dans le premier mois du conflit. Les mises à mort de personnes désarmées et les obstacles opposés aux couloirs humanitaires ont donné le sentiment que l'armée russe se vengeait de ses échecs sur la population civile. De tels événements se gravent dans les mémoires.

Sur le plan politique, ils anéantissent les efforts passés tendant à créer un soft power russe. Le coût sera élevé et prolongé.

5. L'aide militaire des pays de l'OTAN à l'Ukraine, un débat à contextualiser

Conformément à une ligne de conduite constamment observée durant la guerre froide, les pays de l'OTAN n'ont pas envoyé de troupes en Ukraine, car cela aurait fait d'eux des cobelligérants. Le risque d'escalade serait trop grand si deux puissances (ou alliances) nucléaires mondiales s'affrontaient directement. L'Ukraine a bénéficié d'une aide militaire occidentale indirecte : formation, fournitures d'armes, partage de renseignement, etc...

Les dirigeants ukrainiens ont fait pression sur les pays de l'OTAN, critiquant parfois l'insuffisance de l'aide pour avoir le plus de soutien possible. Ils étaient dans leur rôle. Certains observateurs extérieurs sont allés plus loin, en prétendant la retenue de l'Ouest moralement indéfendable. Ici, une autre distinction s'impose : celle que Max Weber opérait entre éthique de conviction et éthique de responsabilité.

L'éthique de conviction se place dans l'absolu, l'éthique de responsabilité s'inscrit dans le réel. Elle n'efface pas la morale mais juge d'abord les actes à leurs conséquences concrètes : par exemple, serait-il vraiment « moral » de risquer une guerre nucléaire ? Détruire l'humanité pour sauver l'Ukraine sauverait-il l'Ukraine ?... De telles questions invitent à se demander s'il n'existe pas d'autres moyens d'agir.

Comme l'ont montré les guerres de libération nationale, l'intervention étrangère directe n'est pas toujours indispensable pour vaincre. A contrario, les interventions étrangères aux côtés des autorités nationales peuvent compliquer la mobilisation des populations.

Si les populations sont décidées à défendre leur pays, l'aide indirecte peut être efficace. La destruction de centaines de chars russes dès le début de la guerre, grâce aux missiles portatifs fournis à l'Ukraine par des pays amis, en est une illustration.

III. EFFETS DU CONFLIT : LE CERTAIN ET L'INCERTAIN

Au-delà du militaire, le déclenchement des hostilités emporte une série de conséquences politiques. Certains de ces effets sont discernables dès à présent. Ils sont peu favorables à Moscou.

1. Des conséquences géopolitiques immédiates fort parlantes

En quelques jours, le conflit a provoqué trois effets politiques non anticipés par Moscou et en partie irréversibles :

Premier effet : l'affirmation spectaculaire de la nation ukrainienne

La négation de la nation ukrainienne par Moscou a reçu une réponse cinglante : l'hostilité quasi-unanime aux agresseurs a confirmé la volonté exprimée en 1991 (84% de participation et 92% de oui au référendum sur l'indépendance de l'Ukraine vis-à-vis de la Russie). Les attaques contre des objectifs civils et les atrocités ne peuvent que rendre le sentiment populaire irréversible.

Deuxième effet : l'accélération du passage à l'Europe politique

Moscou tablait sur la division des Européens. Ceux-ci ont réagi de façon quasi-unanime. Des novations politiques sont intervenues : présence de la Commission européenne dans le débat politico-militaire, achat d'armes pour l'Ukraine sur le budget européen, accroissement historique du budget militaire allemand. Ce sont non seulement des avancées, mais aussi des tabous levés dans la marche vers l'Europe politique. Celle-ci pourrait donc connaître une sorte d'effet de cliquet, de progrès durable.

Il est encore trop tôt pour parler d'irréversibilité dans l'unité des 27. La solidité du consensus reste à vérifier. La Hongrie a, par exemple, adressé des signaux à Moscou en acceptant le règlement en roubles de ses achats de gaz russe (le 6 avril 2022, sujet alors non couvert par les décisions du Conseil européen). Toutefois, immédiatement après, elle a donné son accord à de nouvelles sanctions contre la Russie (le 7 avril 2022).

Troisième effet non anticipé par Moscou : la restauration du lien transatlantique

A la forte implication de Washington dans le soutien à l'Ukraine, il faut ajouter l'intense concertation euro-américaine et le caractère plutôt équilibré de la relation euro-américaine. Les Européens ont pu concrétiser leur union politique sans tensions au sein de l'OTAN. Rien ne dit, bien sûr, que ce renforcement sera définitif. Néanmoins, deux facteurs semblent durables : le souhait américain de se réaffirmer comme superpuissance (sur fond de retrait d'Afghanistan et de rivalité systémique avec la Chine) et l'effort de défense des Européens (effort accru allant dans le sens d'une meilleure répartition du fardeau au sein de l'OTAN, une demande traditionnelle de Washington).

2. Quelles implications géopolitiques mondiales à long terme ?

L'impact sur les équilibres géopolitiques mondiaux sera la résultante de forces contradictoires, rendant l'évaluation complexe. L'abstention de pays importants lors du vote sur la résolution Ukraine laisse ouvertes leurs positions futures.

La cohésion du camp occidental et ses effets sur les pays tiers

Le lien atlantique retrouvé peut créer un pôle d'attraction... ou, au contraire, inquiéter les tiers.

Un élément pourrait faire pencher la balance : selon Janan Ganesh, les Etats-Unis retrouvent grâce à Poutine leur grand levier d'influence de la guerre froide : l'effet repoussoir du camp adverse. Par son autoritarisme, le régime de Pékin serait englobé dans le même viseur.

Toutefois, l'équation a évolué. Avec la réussite chinoise, l'Occident n'a plus le monopole de la prospérité qu'il détenait durant la guerre froide. Par ailleurs, la mondialisation a rendu les peuples plus critiques vis-à-vis de la liberté des échanges, voire de la liberté tout court.

Ainsi, l'Occident doit non seulement se montrer cohérent vis-à-vis des valeurs dont il se réclame mais aussi rendre ces valeurs plus attractives.

L'alliance Russie-Chine et les non-alignés à l'épreuve de la guerre d'Ukraine

Lors des Jeux olympiques d'hiver de Pékin, avant le conflit, la Russie et la Chine se sont promis une amitié illimitée. Les deux immenses voisins ont en commun d'être en désaccord avec l'ordre actuel du monde. Ils entendent l'un et l'autre résister aux pressions occidentales en faveur d'une plus grande liberté d'expression.

En rivalité systémique avec les Etats-Unis, la Chine a tout intérêt à se lier avec une Russie riche en superficie et en matières premières.

Depuis le conflit, l'isolement qu'elle subit ne peut que pousser la Russie à rechercher le soutien de Pékin, qui n'est pas fâchée de voir son voisin avoir besoin d'elle.

Néanmoins, la Chine est un pays commerçant, qui redoute la logique de confrontation attisée par Poutine. Les excès du dirigeant russe en font un allié embarrassant.

Ce qui est vrai pour la Chine, rival systémique des Etats-Unis et de l'Occident, pourrait l'être également pour des pays ayant peur de la Chine, telle l'Inde.

Delhi s'est rapprochée de Washington au cours des années récentes, avec notamment en 2020 la création de la Quad, avec le Japon et l'Australie. Malgré les tendances autoritaires et la récente dérive identitaire du gouvernement Modi, l'Inde s'est longtemps prévalu d'une culture démocratique et pluraliste. Elle ne pourra à la fois jouer cette carte et s'allier ostensiblement avec Poutine.

IV. LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES, UN DÉBAT À PART

Au lendemain de l'offensive, les Etats-Unis et l'Union européenne (UE) ont promptement imposé des sanctions économiques à la Russie : embargo sur certains achats, fin de l'accès des banques russes au système Swift, gel des réserves à l'étranger, mesures ciblant les oligarques et les proches de Poutine, etc... Les mesures ont, ensuite, été progressivement durcies.

Ces dispositions visent à punir et dissuader davantage qu'à modifier le rapport de force militaire à court terme. Elles s'inscrivent dans une logique plus politique : affaiblir, voire asphyxier économiquement le pays visé, punir des proches du régime, confronter la population à des inconvénients découlant de la guerre.

Les sanctions économiques sont vieilles comme le monde. Néanmoins, certaines sanctions d'aujourd'hui se veulent inédites (gel des réserves de change), d'autres semblent lourdes de conséquences pour l'Occident lui-même (renonciation au gaz russe). Autrefois, les sanctions étaient souvent un complément à la guerre. Ici, elles ont en partie servi de substitut à un Occident refusant la confrontation militaire avec la Russie.

1. Une question préalable : le coût des sanctions pour leurs... auteurs

Les sanctions auront un coût pour l'Occident et certains y voient une absurdité en soi. Ils ont tort : la fermeté a un coût. N'accepter aucun sacrifice, c'est renoncer à agir. Et un coût économique reste plus acceptable que la perte en vies humaines (y compris sur le plan moral...).

Tout est question de proportion. Le dommage que l'on s'auto-inflige est-il soutenable et accepté par les populations ? Est-il justifié par le dommage infligé à la partie adverse ?

Le gaz est un cas spécifique car c'est une énergie dont le transport exige des infrastructures longues à construire (pipe-lines ou terminaux de gaz liquéfié). La relation fournisseurs-clients est rigide et le changement de partenaires compliqué des deux côtés. Pour l'Europe, relativement dépendante de son fournisseur, la renonciation au gaz russe est un test. D'un côté, des sacrifices. De l'autre, un moyen de prouver sa détermination.

2. Les conséquences des sanctions sur le pays ciblé

Les sanctions visent de préférence à atteindre les élites et à diminuer le potentiel du pays concerné. Mais elles entraînent aussi, bien souvent, des privations pour les populations civiles, le calcul étant qu'elles feront pression sur les autorités. Ceci est parfois critiqué.

Il faut relativiser cette critique dès lors que les sanctions, là encore, sont un substitut à l'action guerrière : les privations subies par les civils doivent se comparer aux menaces sur des vies humaines résultant d'opérations militaires.

Les pays ciblés cherchent à se passer du partenaire infligeant les sanctions, réduisant la capacité future de ce dernier à faire pression. Cet espoir est ici encouragé par le caractère non universel des sanctions : à l'exception de quelques alliés particulièrement fidèles de l'Occident (Japon, Taïwan, Singapour...), la plupart des pays dits « du Sud » ont refusé de les mettre en œuvre, à commencer par l'Inde et le Brésil, qui voient dans ces sanctions une expression de la domination économique, financière et technologique de l'Occident.

Pour le gaz, la substitution d'un client à un autre est rendue lente et difficile par la lourdeur des infrastructures. Dans le cas du pétrole, des tiers peuvent se substituer, comme ici la Chine ou l'Inde achetant des hydrocarbures à la Russie. Mais ces achats intéressés se font avec une forte décote, ce qui est en soi un dommage infligé à la Russie.

Ainsi, d'un côté, les sanctions sur la Russie paraissent déjà « mordantes », de l'autre leurs effets à moyen terme demeurent incertains. Ce sera un test du poids et de l'influence de l'Occident.

Enfin, de la part de ceux qui les décident, la place des sanctions dans le bras de fer avec la Russie est plutôt un signe de moindre recours à la force militaire. Gardons-nous donc d'un jugement moral définitif.

V. OFFRIR À LA RUSSIE UN ORDRE ACCEPTABLE POUR ELLE : DEVOIR OU UTOPIE ?

La morale ne saurait mépriser les règles du bon sens. Parmi ces dernières, la notion de coexistence pacifique, indissociable de la paix. Pour être durable, une paix doit être acceptable pour tous. La Russie a droit à la sécurité. Ses spécificités géopolitiques la rendent inquiète sur ce chapitre.

C'est un pays immense mais coincé entre les l'Océan arctique et des frontières continentales : la géographie a traditionnellement compliqué son accès aux mers libres de glace Une grande partie de son territoire est incultivable, voire rendu inhabitable par le climat. Sa capitale, Moscou et beaucoup de ses grandes villes jouxtent la limite ouest du territoire, avec une distance de protection réduite au minimum. Les Russes ont en mémoire la campagne de Napoléon qui s'empara en 1812 de leur capitale et l'invasion allemande de 1941, qui s'arrêta à quelques kilomètres de Moscou.

Tout cela, les géopoliticiens le savent depuis longtemps. Comment en tenir compte, en termes « d'éthique de responsabilité » ?

Il a été reproché à l'Occident d'avoir réveillé les angoisses russes après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. Trois types d'initiatives occidentales ont suscité de vives réactions de la part de Moscou :

- certaines interventions de l'OTAN en Yougoslavie sans mandat de l'ONU. Il s'agissait, certes, de mettre fin à des massacres. Mais la Russie y a vu un non-respect de ses prérogatives de membre permanent du Conseil de sécurité, donc une remise en cause de son rôle de puissance mondiale. Ceci la conduisit à réaffirmer ce rôle, en 1999, à travers la « doctrine Primakov » du nom d'un ministre des Affaires étrangères, puis Premier ministre russe ;
- l'extension géographique de l'OTAN, d'abord de façon effective à des pays d'Europe centrale et balkanique, ensuite de façon virtuelle, à travers des déclarations américaines en faveur d'une adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine (2008), déclarations certes contrées par des prises de position européennes mais néanmoins jugées anxiogènes à Moscou ;
- les ouvertures de l'Union européenne en direction d'une adhésion de l'Ukraine, conjuguées à un intérêt croissant de ce pays pour ses voisins de l'Ouest et un intérêt déclinant pour la Russie, ceci sur le plan économique mais aussi en termes de valeurs et de construction de l'Etat de droit.

Ces motifs d'inquiétude ont été clairement invoqués par Vladimir Poutine dans les jours précédant l'offensive russe en Ukraine. A la différence d'autres arguments maniés par Moscou, ils ne sont pas, on l'a vu, fabriqués de toutes pièces.

Comment les traiter ? C'est fort délicat, pour trois raisons :

1. l'angoisse et l'inquiétude sont par essence des données subjectives. Ceux qui disent les éprouver peuvent les invoquer et grossir à leur guise. Ces perceptions ne sauraient donc justifier l'usage de la force ;
2. les agissements russes ne poussent pas les interlocuteurs à la bonne volonté. Dès le bombardement de Grozny (Tchéchénie), en 1999, l'Europe s'est trouvée dans une situation cornélienne : se montrer conciliant vis-à-vis d'une puissance agissant avec brutalité revient vite à afficher de la faiblesse. Il y a là une contradiction dans laquelle l'Occident s'est trouvé placé sans guère de solution.
3. Certes, l'idée d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN aurait pu ne pas être avancée en 2008. Mais menacer des pays n'est-il pas le meilleur moyen de les pousser à des alliances ? Rétrospectivement, l'attitude russe justifie les adhésions de la Pologne, de la Hongrie, de la Slovaquie et des Etats baltes à l'OTAN : ces pays frémissent à l'idée qu'ils auraient pu ne pas bénéficier de la garantie américaine en 2022 ;
4. les principales fragilités de la Russie viennent de l'intérieur, de son régime autoritaire et de ses échecs économiques. L'Empire russe s'est effondré deux fois au XXème siècle : en 1917 par le renversement des Tsars et en 1991 par l'éclatement de l'Union soviétique. Ces deux chocs sont venus de l'intérieur.

L'Occident n'a jamais montré de velléité d'attaquer la Russie. Certes, il aurait pu « mieux réussir » l'accompagnement qu'il lui a procuré dans les années 1990 pour sa tentative de construction d'une économie de marché. Mais il ne faut pas confondre les responsabilités : cette construction incombait avant tout aux Russes eux-mêmes. L'absence d'Etat de droit et de bonne gouvernance ont été des obstacles insurmontables.

L'Ouest a également cru au changement par le commerce. Les théories du « doux commerce » remontent au XVIIIème siècle. Kant et Montesquieu ont insisté sur l'enrichissement sans violence qu'il permet, enrichissement dans lequel ils voyaient un encouragement à des mœurs pacifiques. Lorsque des Etats commercent ensemble, ils ont beaucoup à perdre à un conflit. Le coût de la guerre entre eux devient donc plus élevé. Néanmoins, ce calcul suppose que le partenaire agisse de manière rationnelle.

L'Allemagne a pu se prévaloir de la notion de changement par le commerce (Wandel durch Handel) pour justifier le projet de gazoduc Nord Stream 2, avec ses lourds investissements et la perspective d'une dépendance assumée vis-à-vis du gaz russe. La désillusion politique est cruelle et, sur le plan économique, ce lourd investissement pourrait avoir été réalisé en pure perte.

Dans *Le commerce et la force* (op. cit.), Maxence Brischoux propose de revisiter les relations entre commerce et politique. Il montre que les Anciens (Socrate, Platon...) se méfiaient des effets politiques du commerce : par les inégalités et la cupidité qu'il favorise le commerce pouvait miner la vertu nécessaire à la République. Son ouvrage montre que le commerce a toujours été fondé sur un ordre politique, même chez les puissances dites « maritimes » (l'Athènes antique, l'Angleterre du XIX^{ème} siècle, les Etats-Unis d'après 1945...).

Ceci est vrai a fortiori pour les puissances « continentales de nature », dont la Russie est un exemple-type : son commerce vient conforter un Etat autoritaire et néo-impérialiste, qui demeure en tout état de cause au centre du jeu.

Principalement fondé sur les matières premières, ce commerce valorise des ressources déjà existantes, non renouvelables, avant tout faites d'énergies fossiles. Ce modèle favorise l'accaparement des richesses par quelques-uns. Il ne repose pas sur un vrai développement des capacités productives et du capital humain. De là, l'échec économique et social de la Russie.

Les échecs du régime sont à la racine d'un problème politique car ils suscitent, en son sein, une hantise : si d'anciennes composantes de l'Union soviétique devenues indépendantes réussissent, sa propre cohésion peut s'en trouver affaiblie.

L'Ukraine devrait-elle renoncer à son développement au seul motif qu'il inquiète Moscou ?...

CONCLUSION

La résistance de l'Ukraine est la première leçon morale du conflit. La volonté populaire d'indépendance a pesé. Cette résistance prouve que la notion de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes contient en elle-même... sa propre force. Ainsi la justice n'est pas toujours vouée à la défaite.

Inversement, le cynisme de l'agresseur a abouti à une faiblesse car il l'a conduit à négliger un ensemble de facteurs d'ordre humain : la motivation des forces ukrainiennes, la démotivation des soldats russes, les réactions de l'opinion.

Ce droit des peuples est lui-même lié à d'autres notions, en particulier celles de souveraineté et d'intégrité territoriale des Etats. La violation de ces notions comporte un coût élevé : l'opprobre planant sur la Russie. Nul ne sait combien de temps durera cet opprobre, ni quelles en seront les conséquences sur l'avenir du régime. Mais la majorité des observateurs estiment que l'épisode aura plutôt pour effet de décourager d'autres puissances tentées par des aventures analogues ailleurs dans le monde.

La résilience de la démocratie est une autre leçon de la guerre.

La démocratie connaît une crise, analysée depuis la fin du XX^{ème} siècle par Jean-Marie Guéhenno. Sur la période récente, elle a fait l'objet de deux types de mise en question : géopoliticiens craignant que les démocraties ne soient militairement faibles et populistes jugeant les démocraties trop ouvertes sur l'extérieur, au point parfois de vanter le souverainisme des régimes autoritaires.

La guerre d'Ukraine a replacé au centre du débat les fondamentaux démocratiques, plaçant sur la défensive les forces qui, en Europe de l'Ouest, avaient cru bon d'afficher une proximité politique avec le régime russe et montrant l'étonnante cohésion interne de la nation ukrainienne autour de son président élu. Cette cohésion contraste avec les incohérences et les ratés observés dans le camp russe, particulièrement vertical et autoritaire.

L'association, souvent vérifiée dans le passé entre régimes autocratiques et attitudes belliqueuses, est illustrée par la dérive autoritaire et aventuriste du régime russe. Aucune démocratie n'est parfaite. Mais un pays dont les dirigeants ont des comptes à rendre est, sauf exception, davantage enclin à une politique extérieure pacifique et soucieuse des droits humains.

Toutefois, placer la morale sur un terrain réaliste ne signifie pas la transformer en simple jugement notarial, se bornant à compter les points. Il faut aussi tout faire pour élargir la place qui est la sienne, par le soutien aux pays agressés et la ténacité dans la dénonciation des agresseurs.

Enfin, la meilleure manière de servir la morale consiste à être soi-même exemplaire.

A l'heure où le lien transatlantique connaît un regain de vigueur, l'Occident doit savoir balayer devant sa porte. Il lui faut, entre autres, remplir deux préalables fondamentaux :

- la vérité ne se divise pas et le recours aux manipulations doit être regardé comme une atteinte aux valeurs multilatérales d'où qu'il vienne ;
- l'émotion sélective est inadmissible, toutes les vies humaines ont la même valeur.

Ainsi, la vérité est le premier pilier de la justice. Mais cette vérité ne doit pas être édictée par un cercle restreint de pays. Concrètement, la place des journalistes et des experts d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie dans le commentaire médiatique et l'analyse des réalités internationales constituera, à l'avenir, la condition de vérités partagées.

De même, la solidarité internationale ne se divise pas. La sensibilité de l'opinion doit s'exprimer en faveur de tous les continents. La capacité collective à porter secours aux populations doit être multipliée envers tous les types de risques : guerre, famine, sécheresse, insécurité, accidents...

Cette capacité collective doit avoir pour corollaire une pleine responsabilité des autorités nationales dans tous les pays. Ces autorités doivent pouvoir compter sur une solidarité continentale, ce qui implique, sur tous les continents, des institutions en conséquence, faute de quoi certains pays ne seraient pas à égalité avec les grands ensembles.

Ce n'est qu'à ces conditions que des valeurs communes pourront s'affirmer et déboucher sur une morale universelle.

BIBLIOGRAPHIE

1/ Morale et politique dans les relations internationales

- Thucydide, La Guerre du Péloponnèse, Athènes, fin du Vème siècle avant Jésus-Christ
- Blaise Pascal, Pensées, Paris, 1669.
- Max Weber, Le savant et le politique, Conférences prononcées en 1919 (disponible en allemand, en anglais et en français).
- Raymond Aron, Paix et guerre entre les nations, Paris, Calmann-Lévy, 1962.
- Monique Canto-Sperber, La morale du monde, Paris, Presses universitaires de France, 2010.
- Jean-Marie Guéhenno, La fin de la démocratie, Paris, Flammarion, 1995.
- Jean-Marie Guéhenno, Notre Premier XXIème siècle, De la globalisation à l'émiettement du monde, Paris, Flammarion, 2021.

2/ Le commerce, la paix et la force

- Montesquieu, De l'esprit des lois, Genève, 1748.
- Emmanuel Kant, Vers la paix perpétuelle, Königsberg, 1795.
- Maxence Brischoux, Le commerce et la force, Calmann-Lévy, Paris, 2021.

3/ Conflit ukrainien

- "On the Historical Unity of Russians and Ukrainians", Vladimir Putin, 12 juillet 21), Article by Vladimir Putin "On the Historical Unity of Russians and Ukrainians" • President of Russia ([kremlin.ru](https://www.kremlin.ru))
- Russie-Ukraine entre dialogue mélién et impuissance onusienne, Jamal Machrouh, Opinion, PCNS, mars 2022 <https://www.policycenter.ma/publications/russieukraine-entre-dialogue-melien-et-impuissance-onusienne>
- La guerre entre la Russie et l'Ukraine : un tournant et un coup fatal pour le multilatéralisme, Mohammed Loulichki, Policy Brief, PCNS, mars 2022 <https://www.policycenter.ma/publications/la-guerre-entre-la-russie-et-lukraine-un-tournant-et-un-coup-fatal-pour-le>
- Janan Ganesh, The US will be the ultimate winner of Ukraine's crisis, Financial Times, 5 avril 2022 <https://on.ft.com/3KdFsPw>

4/ Histoire russe et histoire ukrainienne

- Michel Eltchaninoff, Dans la tête de Vladimir Poutine, Paris, Actes Sud, 2022.
- Serhii Plokhy (2016), The Gates of Europe: A History of Ukraine, London, Penguin Press, 2021.
- Lorrain Pierre, L'Ukraine, une histoire entre deux destins, Paris, Editions Bartillat, 2019.
- Richard Pipes, Russia Under the Old Regime (New York, Scribner's, 1974; Penguin ed., 1977; Ebook, 2015.

À propos de l'auteur, Dominique Bocquet

Dominique Bocquet, Senior Fellow au Policy Center, est Diplômé de Sciences Po Paris et ancien élève de l'ENA. Il a exercé les fonctions de Secrétaire général du Mouvement européen et de Vice-président du Comité des examens économiques de l'OCDE (Comité « EDR » de l'OCDE).

Il est membre du comité de rédaction de la Revue française Commentaire, officier du Wissam alaouite et chevalier de la Légion d'honneur. Il enseigne à Sciences Po et à l'ENA. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et rapports, notamment «Génération Europe» (Editions François Bourin, 1989), en collaboration avec Philippe Delleur ; «La France et l'Allemagne, un couple à court d'idées» (Notes de la Fondation Saint-Simon, 1996) ; Quelle efficacité économique pour Lomé ? « (Rapport au ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, juin 1998) et « La mondialisation raisonnée, les révolutions discrètes de l'OCDE » (La Documentation française, Paris, 2012).

Policy Center for the New South

Building C, Suncity Complex, Al Bortokal Street, Hay Riad 10100 - Rabat.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma

